

Pour la démocratie : investir dans l'éducation.

La première obligation des gouvernements, dans nos sociétés européennes, devrait être de veiller au maintien et au développement de l'espace démocratique comme espace culturel et comme lieu de rotation permanente des pouvoirs. Car si c'est un espace, la démocratie est aussi un temps et le geste démocratique ne peut se réduire à l'espace confiné de l'isoloir, ni au moment *fatidique* du vote.

Le geste démocratique doit être constant : après les élections, alors que les élus se sont mis au travail, *je* dois pouvoir continuer à modeler le paysage politique de la société dans laquelle *je* vis, à créer ou à adhérer à des associations, des collectifs, des groupes... *Je* dois pouvoir influencer l'action du pouvoir en place en agissant au sein de la société qu'il gère : *je* la modifie de l'intérieur, change ses contours, approfondis son fond. J'ose être l'auteur de forme de vie « inédite »... Je soutiens les initiatives que j'estime devoir être soutenues, j'y participe, je critique celles qui me paraissent défailtantes, je fais entendre librement ma joie et ma contestation, je la partage et la soumets à des opinions divergentes !

Cependant, pour que ces espaces et temps démocratiques soient effectifs, chaque citoyen doit posséder une même capacité à la critique, à l'engagement, à la créativité, à la libre expression, à l'autonomie, au plaisir et à la solidarité ! Si ce n'est pas le cas, la démocratie se sclérose et dégénère, puisqu'elle perd son atout principal, celui d'être un processus en continuelle *auto*-expérimentation.

L'échec de nos démocraties, s'il est explicable par une fragilité propre à ce système, est principalement dû aux défaillances dans l'éducation. Depuis trop longtemps, de graves lacunes en matière de formation à la création et à la lecture de l'image, en matière de sensibilisation aux cultures, au dialogue, à l'expression et à la connaissance de soi, en matière d'initiation à l'environnement, aux nouvelles technologies et au politique, font perdre au citoyen la maîtrise de son émancipation. Le fonctionnement même de la société et de la démocratie est en jeu. Il est urgent de mettre en place une éducation élargie, de type permanente et non scolaire, favorisant l'autodidaxie et la curiosité.

Avant d'être histoire de contenu, l'apprentissage, là où il est « chose publique », doit être une question de cadre. L'éducation est avant tout affaire de culture. Chacun a sa culture, faite de tradition(s), de révolte(s), de curiosité, de changement... Cette culture individuelle est unique – le système démocratique garantit sa protection – et rencontre inévitablement d'autres cultures individuelles ou collectives. C'est aux pouvoirs publics - élus démocratiquement ! - d'assumer leur rôle culturel et d'organiser – à l'école, mais aussi dans l'espace public - la complexité de cette zone commune où les cultures participent, se montrent, s'interrogent, s'évaluent, discutent, se critiquent ou s'aiment, enfantent. Mais toujours, elles ont à se respecter au travers de l'humain, de la vie et de la société qu'elles portent en elle comme la condition de possibilité de leurs faits culturels, ceux-ci matérialisant l'idéal démocratique. C'est sur ce délicat territoire culturel que la démocratie a à exercer son pouvoir : si elle doit faire en sorte que chacun ait droit à s'exprimer, elle doit aussi veiller à ce que chacun ait quelque chose à dire, et que ce quelque chose – même s'il est contestataire – ait une valeur démocratique : c'est-à-dire qu'il soit ouvert au dialogue, à la critique et à l'hybride. Très tôt, le populisme et la démagogie ont été repérés comme les principaux risques encourus par le système démocratique. L'idéologie néo-libérale capitaliste, parvenue

démocratiquement au pouvoir, rend imminente la réalité de ce risque. Parce qu'elle donne à une économie obsédée par le profit la priorité en matière de décision politique, cette idéologie rend la démocratie insignifiante. Les citoyens sont ainsi appelés à devenir *unidimensionnellement* des consommateurs de biens et d'idées. À qui profite le crime d'une éducation défailante et sans attrait ? À qui profite le fait que peu de gens puissent réellement décrypter des images, des slogans ? Que peu de gens puissent voir dans quelle direction on tente, sournoisement, de les mener et quelles sont les conséquences de ce cheminement ? À qui profite la mise en scène des instincts, élevés au rang de culture « de masse » ? À qui profitent ces cultures qui agissent en miroir ? À qui profite l'insoutenable silence qui règne entre les différentes communautés culturelles ? À qui profite l'isolement des gens pour cause d'insécurité ou d'écrans omniprésents ? À qui profite le vide de connaissance qui rend incompréhensible le fonctionnement d'outils que nous utilisons pourtant quotidiennement ? Et à qui profiterait le désintérêt des jeunes pour la politique, puisque voter ne représenterait plus aucune possibilité de décision ?

Baptiste De Reymaeker
Collaborateur, Culture et Démocratie.